



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMEES

**PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST
(PFC BREST)**

BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9

**Fourniture de matériels scientifiques de laboratoires et
d'analyses au profit des unités soutenues par la PFC Brest**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : **DAF_2025_000948**

Procédure de passation : **selon la technique d'achat du système d'acquisition dynamique
(SAD)**

Textes de références du code de la commande publique :

- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ SPECIFIQUE	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ SPECIFIQUE	4
ARTICLE 5 – DUREE DE VALIDITE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ SPECIFIQUE	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION	5
7.1 Représentation des parties	6
7.2 Conditions d'exécution	7
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER	11
8.1 Forme et contenu des prix	11
8.2 Variations des conditions économiques	11
8.3 Clause de change	11
8.4 Nantissement, cession de créance	11
8.5 Retenue de garantie	12
8.6 Avances	12
8.7 Acomptes	12
8.8 Mise en place du dispositif carte achat	12
8.9 Unité monétaire	12
8.10 Taxe sur la valeur ajoutée	12
8.11 Modalités de facturation	12
8.12 Transmission des factures	12
8.13 Délais de paiement	13
8.14 Intérêts moratoires	13
8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	14
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES	14
9.1 Forme des notifications et des informations	14
9.2 Langue	15
9.3 Sous-traitant	15
9.4 Assurances	15
9.5 Propriété intellectuelle	15
9.6 Modifications relatives au titulaire du marché spécifique	15
9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	15
9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché spécifique	16
9.9 Résiliation du marché spécifique	16
9.10 Règlement d'un différend par la médiation et litiges	17
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

Liste des abréviations :

CCAG : cahier des clauses administratives générales (notamment FCS : de fournitures courantes et de services) ;
CCAP : cahier des clauses administratives particulières ;
CCP : code de la commande publique ;
CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;
CSF : constatation de service fait ;
DAF : dossier d'affaires (vocabulaire ALPHA) ;
DCE : dossier de consultation des entreprises ;
DRO : document relatif à l'offre ;
EAMEA : école des applications militaires de l'énergie atomique ;
GEA : groupe d'études atomiques ;
LASEM : laboratoire d'analyses de surveillance et d'expertise de la Marine ;
MS : marché spécifique ;
PLACE : plateforme des achats de l'Etat ;
PVCA : procès-verbal de constatation de droit à acompte ;
PSE : prestations supplémentaires éventuelles ;
RPA : représentant du pouvoir adjudicateur ;
SAD : système d'acquisition dynamique.

ARTICLE 1 – OBJET DES MARCHÉS SPECIFIQUES

Les présents marchés spécifiques ont pour objet la fourniture de matériels scientifiques de laboratoires et d'analyses au profit des unités soutenues par la PFC Brest.

1.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Pour le lot n°1 et le candidat chiffre dans son offre de prix une ou des prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSE). La personne publique se réserve le droit de les retenir ou non, jusqu'à la signature du marché spécifique.

- Lot n°1 : 2 PSE facultatives :
 - PSE1 : fourniture d'un groupe froid ;
 - PSE2 : période de garantie commerciale de trois ans supplémentaires à l'issue de la garantie commerciale initiale incluant un contrat de service détaillé.

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Les présents marchés spécifiques sont passés en lots séparés :

N°	Lots
1	deux (2) fours à pyrolyse pour analyse du tritium organiquement lié (TOL) et du carbone 14 au profit du GEA de l'EAMEA et du LASEM de Cherbourg
2	un (1) analyseur élémentaire avec passeur d'échantillons au profit du LASEM de Cherbourg
3	un (1) spectromètre d'émission optique à plasma à couplage inductif (ICP-AES) au profit du LASEM de Brest
4	un (1) appareil de chromatographie ionique au profit du LASEM de Brest

Chaque lot donne lieu à un marché spécifique.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION

Les présents marchés spécifiques sont passés selon la technique d'achat du système d'acquisition dynamique (SAD) en application des articles L. 2125-1-4°, R. 2162-37 à R. 2162-51 du CCP.

ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DES MARCHES SPECIFIQUES

Les présents marchés spécifiques portent sur l'exécution d'une prestation ponctuelle unique.
Les présents marchés spécifiques sont mono-attributaires.

ARTICLE 5 – DUREE DE VALIDITE ET RECONDUCTION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les présents marchés spécifiques prennent effet à compter de leur date de notification jusqu'à l'exécution complète des prestations dans les locaux du service prescripteur, hors période de garantie.

Les présents marchés spécifiques ne sont pas reconductibles.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Pour chacun des lots, le marché spécifique est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière, le document relatif à l'offre (DRO) n°DAF_2025_000948;
- b) le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°DAF_2025_000948 et ses 3 annexes ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°DAF_2025_000948 et ses 4 annexes ;
- d) le cahier des clauses administratives générales (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation sur le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services applicable aux prestations objet du marché spécifique ;
- e) l'offre technique du titulaire.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de la personne publique, fait seul foi.

Le CCP et le CCAG de référence sont disponibles sur le site internet de la Direction des affaires juridiques : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de la plate-forme commissariat (PFC) de Brest est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Il a reçu délégation du ministre des Armées, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du CCP, en vertu l'arrêté du 22 juin 2007 modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées.

Il agit pour les formalités de :

- notification des marchés spécifiques ;
- établissement, le cas échéant, de modifications des marchés spécifiques ;
- suivi administratif et financier ;

- règlement des litiges ;
- résiliation des marchés spécifiques.

7.1.2 Représentants de la PFC Brest

Pour tous renseignements liés à l'exécution des présents marchés spécifiques, le titulaire s'adresse :

- pour le suivi administratif, à la division achats publics de la PFC Brest (pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr) ;
- pour le règlement des factures, le titulaire dispose d'une assistance en ligne sur le site CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Elle comprend trois possibilités : le chatbot ClaudIA, le live chat via ClaudIA ou la saisie d'une sollicitation. Une fiche explicative présentant ces trois outils est disponible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-Faire-appel-%C3%A0-l'assistance-Chorus-Pro-2.0.pdf>

7.1.3 Représentants du service prescripteur

Pour toutes questions concernant l'exécution technique des présents marchés spécifiques, le titulaire s'adresse :

Lot n°1 : aux représentants :

- ✓ du LASEM de Cherbourg :

lasem-cherbourg.cmi.fct@intradef.gouv.fr

lasem.cherbourg@laposte.net

Tél : 02.33.92.61.11 ou 02.33.92.60.75.

- ✓ du GEA de l'EAMEA :

eamea-gea.contact.fct@intradef.gouv.fr

Lot n°2 : au représentant du LASEM de Cherbourg :

base-navale-cherbourg-ssr.grade-permanence.fct@intradef.gouv.fr - tél : 02.33.92.60.06 ou 06.85.83.00.08

Lots n°3 et 4 : au représentant du LASEM de Brest :

lasem-brest.cmi.fct@intradef.gouv.fr – tél : 02.98.22.81.95

7.1.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est la direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFiP 29).

7.1.5 Représentants du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution des présents marchés spécifiques.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution des marchés spécifiques.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCAP et du CCTP n°DAF_2025_000948 ainsi que du CCAG applicable aux présents marchés spécifiques.

Il reconnaît qu'aucune des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc...) ne pourra s'intégrer aux présents marchés spécifiques.

7.2.1 Emission des bons de commande

Sans objet.

7.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution, exprimés en jours calendaires et renseignés sur le DRO, sont les délais nécessaires pour livrer la fourniture et exécuter sur site l'ensemble et prestations demandées au titre du marché spécifique concerné (livraison / installation et mise en service / formation).

➤ Délai de livraison

Le délai de livraison d'un marché spécifique court à compter de la date de notification du marché spécifique jusqu'à la livraison complète du matériel dans les locaux du service prescripteur.

➤ Délai d'installation et de mise en service du matériel

Le délai d'installation et de mise en service du matériel d'un marché spécifique court à compter de la date de livraison du matériel dans les locaux du service prescripteur jusqu'à la date d'installation et de mise en service du matériel.

➤ Délai de dispense de la formation des utilisateurs (théorique et pratique sur site)

Le délai de dispense de la formation d'un marché spécifique court à compter de la date de mise en service du matériel jusqu'à la dispense de la formation.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de la personne publique ou d'un événement ayant un caractère de force majeure (prolongation) ou une cause qui n'est pas de son fait (sursis), le titulaire signale à la personne publique les causes faisant obstacle à l'exécution du marché spécifique dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché spécifique, dans le cas où le marché spécifique arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à la personne publique la durée de la prolongation ou du sursis demandée.

Cette demande doit être envoyée à l'adresse fonctionnelle suivante : pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr.

Aucune demande de prolongation ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.2.3 Livraison et lieu d'exécution

7.2.3.1 Adresse de livraison et lieu d'exécution de la prestation

La fourniture et l'exécution des prestations sont effectuées conformément aux conditions prévues dans le marché spécifique aux adresses suivantes :

➤ **Lot n°1 :**

• **Pour le LASEM de Cherbourg :**

BCRM Cherbourg
Base navale / LASEM
Avenue du centre atomique
CC200
50 115 Cherbourg en Cotentin cedex

La fourniture est livrée pendant les heures d'ouverture du lundi au jeudi de 08h30-12h00 et de 13h15-16h30 et le vendredi de 08h30-12h00 et de 13h15-15h30.

• **GEA de l'EAMEA**

Ecole des applications militaires de l'énergie atomique
Groupe d'études atomiques
Rue du port
50 460 Cherbourg en Cotentin

La fourniture est livrée pendant les heures d'ouverture du lundi au jeudi de 08h30-12h00 et de 13h15-17h00 et le vendredi de 08h30-12h00.

➤ **Lot n°2**

BCRM Cherbourg
Base navale / LASEM
Avenue du centre atomique
CC200
50 115 Cherbourg en Cotentin cedex

Tel : 02 33 92 67 00

➤ **Lots n°3 et 4**

LASEM / LCA,
Site de Mesdoun
15 bis avenue de l'École navale
29200 Brest

La fourniture est livrée pendant les heures d'ouverture du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 / de 13h00 à 16h30 et le vendredi de 8h00 à 12h00 / de 13h00 à 15h00.

7.2.3.3 Conditionnement emballage

La fourniture est livrée sur site par les soins du titulaire, à ses frais et sous sa responsabilité.

La livraison de la fourniture comprend :

- le conditionnement ;
- l'emballage ;
- le marquage des colis ;
- le chargement ;
- le transport ;
- le déchargement sur site et l'évacuation des emballages.

Chaque colis renferme l'inventaire de son contenu.

Dans le cadre du développement durable, le titulaire utilise des produits biodégradables, sinon moins polluants et plus aisés à recycler. Outre la nécessité d'assurer pour l'emballage une protection suffisante contre tout risque de détérioration en cours de transport et de stockage (résistance aux chocs, à l'humidité) il est demandé au titulaire de réduire au minimum l'emballage des fournitures commandés.

7.2.3.4 Conditions particulières d'accès

Le titulaire est soumis, pour l'accès de son personnel sur le site de livraison et exécution aux obligations relatives à la sécurité des sites du ministère des Armées.

Le titulaire prend contact avec le représentant du service prescripteur dont les coordonnées figurent à l'article 7.1.3 du présent CCAP avec un préavis de 8 jours avant la date prévue de livraison ou d'exécution de la prestation pour convenir des modalités d'accès au site.

Il appartient notamment au titulaire d'effectuer, en temps utile, les demandes préalables pour le contrôle des personnes qu'il emploie et qui doivent entrer sur des sites du Ministère des Armées.

Le titulaire assure le déchargement et la dépose des colis à l'intérieur du bâtiment et fournit si nécessaire à son personnel les moyens de levage et les équipements de protection individuelle. En aucun cas, la personne publique ne fournit de personnel et de matériels de manutention lors de ces opérations.

Si les constatations faites à la livraison laissent entrevoir la possibilité de pertes ou d'avaries, le représentant du service prescripteur émet toutes les réserves utiles auprès du transporteur. Ces constatations sont consignées sur le bon de livraison qui est établi en double exemplaire, l'un restant entre les mains du titulaire, l'autre étant remis au représentant du service prescripteur.

Le bon de livraison comporte notamment :

- le nom du transporteur ;
- l'identification du titulaire ;
- la référence du marché spécifique (numéro d'engagement juridique et date) ;
- la date de livraison ;
- l'identification du service destinataire ;
- l'identification des fournitures livrées (références, quantités) ;
- l'adresse et le lieu précis de livraison.

7.2.3.5 Mesures de prévention

Le titulaire s'engage à se conformer aux mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme des Armées par une entreprise extérieure, conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le titulaire participe aux visites préalables et à la rédaction du plan de prévention avec le chargé de prévention des risques professionnels du LASEM de Cherbourg (pour les lots n°1 et 2), du GEA de l'EAMEA (pour le lot n°1) et du LASEM de Brest (pour les lots n°3 et 4) ou le cas échéant le correspondant local de la prévention, avant toute intervention et applique les dispositions prévues.

7.2.3.6 Protocole de sécurité

Les présents marchés spécifiques font l'objet d'une attestation relative au protocole de sécurité pour coordonner les opérations de chargement et de déchargement des fournitures à destination en application des articles R 4515-1 à R 4515-11 du code du travail (annexe 3 du présent CCAP).

7.2.4 Obligation du titulaire

7.2.4.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2.4.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché spécifique sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou supports (clé USB, disque dur externe, ...) ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché spécifique ou à l'issue de son exécution.

La personne publique peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. En tout état de cause, aucune information de ce type ne peut être conservée par le titulaire.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner, entre autres, la résiliation du marché spécifique aux torts du titulaire.

7.2.4.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché spécifique mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

7.2.4.4 Protection du secret

Sans objet.

7.2.5 Règlement général sur la protection des données

Les présents marchés spécifiques ne sont pas concernés par le règlement général sur la protection des données.

7.2.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6 du CCAG de référence.

7.2.7 Protection de l'environnement santé et sécurité

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

7.2.8 Clause de développement durable

7.2.8.1 Dispositions sociales :

Les présents marchés spécifiques ne comprennent pas de considération sociale.

7.2.8.2 Dispositions environnementales :

Outre les dispositions énoncées au 7.2.3.3 du présent CCAP, le titulaire met en œuvre dans la mesure du possible des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de l'exécution du marché spécifique concerné en utilisant des matériaux recyclables ou biosourcés pour l'emballage.

Il doit en informer la personne publique et être capable d'en apporter la preuve.

7.2.9 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services

Les présents marchés spécifiques ne prévoient pas le recours à des prestations similaires.

7.2.10 Clause de réexamen

Sans objet.

7.2.11 Garanties

Les fournitures concernées par les présents marchés spécifiques font l'objet d'une garantie légale contre les vices cachés (articles 1641 et 1648 du code civil) qui ne peut être inférieures à deux (2) ans.

La durée et les modalités de garantie commerciale sont précisées par le titulaire dans son offre. Pendant cette période, le titulaire s'engage à remplacer gratuitement toute fourniture qui sera jugée défectueuse par la personne publique ou à réaliser ou reprendre gratuitement la fourniture contestée.

7.2.12 Opérations de vérification quantitative et qualitative et admission

Il est fait application des articles 27 et 29 du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG de référence, les opérations de vérification sont effectuées par le représentant du service prescripteur qui en consigne les résultats sur la constatation du service fait (annexe 2 au présent CCAP) après exécution complète des prestations (livraison, installation, mise en service et formation, hors période de garantie commerciale).

Par dérogation à l'article 30 du CCAG de référence, le représentant du service prescripteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché spécifique.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission de la fourniture, transmise par le service prescripteur, et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision d'admission de celle-ci.

Le représentant du service prescripteur doit en adresser une copie au titulaire.

Cette décision est ensuite déposée par le titulaire dans CHORUS PRO à l'appui de la facture, pour mise en paiement.

7.2.13 Service fait présumé

Les présents marchés spécifiques ne mettent pas en œuvre la procédure de service fait présumé.

7.2.14 Pénalités

Lorsque la personne publique envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Pour chaque marché spécifique, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le titulaire encourt sans exonération, des pénalités forfaitaires pour retard fixées à :

- cent euros (100) euros hors taxes par jour calendaire de retard dans le délai de livraison du matériel.
- cinquante (50) euros hors taxe par jour calendaire de retard dans le délai d'installation et de mise en service du matériel.
- trente (30) euros hors taxe par jour calendaire de retard dans le délai de dispense de la formation.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 50 % du montant hors taxe du marché spécifique.

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Chaque marché spécifique est conclu à prix forfaitaire, hors taxes et toutes taxes comprises.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, le marquage ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au chargement, à l'assurance, au transport de la fourniture jusqu'au lieu de livraison, au déchargement à destination, à l'évacuation des emballages, à l'installation, la mise en service du matériel, et au paramétrage du logiciel, à la fourniture des copies des certificats de conformité et d'étalonnage, à la licence des logiciels, à la documentation commerciale et technique, à la formation et aux modalités de garantie commerciale, déplacements, pièces, mains d'œuvres, transport aller/retour si nécessaire et maintenance annuelle préventive compris.

8.2 Variations des conditions économiques

Le prix applicable au titre de chaque marché spécifique est ferme et définitif.

8.3 Clause de change

Les présents marchés spécifiques ne prévoient pas de clause de change.

8.4 Nantissement, cession de créance

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché spécifique concerné revêtue de la mention signée par le RPA indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

8.5 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

8.6 Avances

Conformément à l'article R.2191-3 du CCP, une avance est accordée au titulaire d'un marché spécifique lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

8.7 Acomptes et solde

Pour chacun des lots, conformément à l'article L.2191-4 du CCP, les prestations exécutées au titre d'un marché spécifique ouvrent droit à paiement d'acomptes.

Les acomptes sont fixés en pourcentage du montant TTC des prestations réalisées et versées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent sur la base des prestations effectuées et après visa par le service prescripteur, chargé de constater la réalisation des clés techniques mentionnées ci-dessous, sur la constatation de droit à acomptes (PVCA) (cf. annexe 1 au CCAP).

Acomptes/solde	Clés techniques	Montant de l'acompte
Acompte n° 1	Livraison de la fourniture	80 % du montant du marché spécifique
Acompte n° 2	Installation et mise en service	10 % du montant du marché spécifique
solde	Formation réalisée	10 % du montant du marché spécifique

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

La demande de paiement du solde est transmise, accompagnée de la constatation du service fait (cf. annexe 2 au CCAP).

8.8 Paiement par carte achat

Les présents marchés spécifiques ne prévoient pas de paiement par carte achat.

8.9 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement des présents marchés spécifiques est l'euro.

8.10 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non assujéti à la TVA devra l'indiquer sur l'acte d'engagement ATTR11 en indiquant le texte de référence qui l'en exonère.

8.11 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après :

- pour les acomptes, présentation des PVCA (annexes 1 et 2 au CCAP) ;
- pour le solde, présentation du CSF (annexe 2 au CCAP) valant décision d'admission.

8.12 Transmission des factures

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique conformément à l'article D 2192-1 et selon les modalités définies à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire du marché spécifique envoie ses factures en version dématérialisée via le portail

CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel est disponible :

- un kit de communication et de raccordement technique ;
- un onglet en langue anglaise situé en haut à droite de la page d'accueil.

Il veille à intégrer aux factures dématérialisées les mentions obligatoires définies à l'article D 2192-2, notamment le code de service exécutant de la PFC Brest (D04666C029), le numéro de SIRET des services de l'Etat (11000201100044), le numéro du contrat ainsi que le numéro d'engagement juridique CHORUS (n° EJ du marché spécifique figurant dans la partie de l'acte d'engagement (ATTRI1).

Pour le paiement des acomptes, il joint obligatoirement en pièce jointe l'imprimé « PVCA » (annexe 1 au présent CCAP) établi par la personne publique et signé contradictoirement des deux parties ou le double du bon de livraison, signé par la personne publique ayant admis les fournitures et attestant du service.

Pour le paiement du solde, il joint obligatoirement en pièce jointe l'imprimé « CSF » (cf. annexe 2 au CCAP) établi par la personne publique et signé contradictoirement des deux parties.

Le titulaire peut trouver des fiches pratiques pour les aider dans la saisie des factures sur CHORUS PRO et leur dépôt à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Des tutoriels sont également disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/>

La personne publique peut assister le titulaire à l'adresse suivante : pfc-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

Adresse de facturation à insérer dans l'en-tête de la facture :

BCRM de Brest
PFC Brest – sections exécution de la dépense
CC 20 – 29240 BREST Cedex 9 (France).

8.13 Délais de paiement

Le mode de règlement est le mandatement administratif à trente (30) jours maximum. Ce délai global de paiement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture et s'apprécie à la date de validation du paiement par le comptable public.

Le point de départ du délai de paiement est :

- pour l'avance, à compter de la notification du marché spécifique ;
- pour les acomptes, à compter de la remise de la clé technique à la personne publique de la demande d'acomptes ;
- pour le solde, à compter de la plus tardive des deux dates entre la date d'admission des prestations et la date de réception de la facture du titulaire par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 8.11 infra.

8.14 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de l'administration sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2192-32 à R 2192-36 du CCP).

8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour la personne publique.

Si elle envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la personne publique se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution des marchés spécifiques, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières des présents marchés spécifiques, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à la personne publique démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R. 2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché spécifique.

La personne publique vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par la personne publique, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché spécifique, la personne publique et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par la personne publique / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.
En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

9.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

9.3 Sous-traitant

Sans objet.

9.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages survenant lors de l'exécution d'un marché spécifique.

Il est responsable des dommages que l'exécution d'un marché spécifique peut engendrer à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

9.5 Propriété intellectuelle

Les présents marchés spécifiques ne comportent pas de droits de propriété intellectuelle.

9.6 Modifications relatives au titulaire d'un marché spécifique

Le titulaire d'un marché spécifique est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché spécifique.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, en

informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché spécifique.

9.8 Documents à produire pendant l'exécution d'un marché spécifique

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2143-8 à R. 2143-10 du CCP, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de six (6) mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (k ou kbis) datant de moins de trois (3) mois ou document équivalent.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

A la fin de la période d'exécution des présents marchés spécifiques et à la demande du titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- le marché spécifique n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;

Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable.

9.9 Résiliation d'un marché spécifique

La personne publique peut résilier les présents marchés spécifiques dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-2 du CCP.

Les marchés spécifiques peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés aux marchés spécifiques, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature d'un marché spécifique, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après

mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La décision de résiliation du marché spécifique est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

9.10 Règlement d'un différend par la médiation et litiges

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 auxquelles renvoie l'article L2397-1 du CCP, et à l'article L.213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché spécifique.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudices des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

La personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivant du CCP.

Le présent marché spécifique est régi par le droit français.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution d'un marché spécifique pourra être soumis au tribunal administratif de Rennes (Hôtel Bizien, 3 contour de la Motte, 35 044 Rennes cedex - tél 02.23.21.28.28–Fax 02.99.63.56.84-e-mail : greffe.ta-rennes@juradm.fr) seul compétent.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet » (www.telerecours.fr).

ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	Paragraphe CCAP	CCAG de référence
Représentants du titulaire	Article 7.1.5	Article 3.4.1
Opérations de vérification	Article 7.2.12	Articles 28 et 30
Pénalités	Article 7.2.14	Article 14.1



**PROCÈS-VERBAL DE CONSTATATION DE DROIT A ACOMPTE
(PVCA) N°**

Marché spécifique n°	notifié le
Lot n° :	
Objet du marché spécifique :	
Titulaire du marché spécifique :	

Acomptes/solde	Clés techniques	Montant de l'acompte
Acompte n° 1	Livraison de la fourniture	80 % du montant du marché spécifique
Acompte n° 2	Installation et mise en service	10 % du montant du marché spécifique
Solde	Formation	10 % du montant du marché spécifique

PARTIE RESERVEE AU TITULAIRE

Je soussignédemande, pour les motifs exposés ci-avant, la délivrance du paiement d'un montant de€ HT et certifie que les justifications présentées sont bien exactes et se rapportent exclusivement à l'exécution du marché spécifique ci-dessus et que les conditions imposées par le code de la commande publique et les clauses du marché ouvrant droit au paiement demandé sont bien remplies.

A....., le
Signature du titulaire

PARTIE RÉSERVÉE AU LASEM (SERVICE PRESCRIPTEUR)

Au vu des déclarations du titulaire et des éléments présentés par celui-ci, l'autorité chargée de constater le **droit à paiement de l'acompte n°** :

☐ ne s'oppose pas au paiement de l'acompte demandé, sous déduction des droits antérieurement acquis et sans préjudice de l'application d'autres droits (intérêts moratoires, actualisation, révision et pénalisation).

☐ réduit le paiement de l'acompte demandé au montant de € HT et demande au service chargé de la liquidation de prendre en compte les écarts décrits au verso.

☐ ne s'oppose pas au paiement du reste de l'acompte N° suite à la réduction formalisée dans le PVCA n°. Le montant du paiement associé au présent PVCA est de € HT.

☐ s'oppose au paiement de l'acompte demandé en raison des écarts décrits au verso.
Date et signature

CONSTATATION DU SERVICE FAIT

SERVICE PRESCRIPTEUR	TITULAIRE DU MARCHE SPECIFIQUE Société																
Représenté par : Qualité :	Représenté par : Qualité :																
Marché spécifique n° : _____ Date de notification : _____ Lot n° : _____ Objet du marché spécifique : _____																	
Prestation concernée : <input type="checkbox"/> Livraison <input type="checkbox"/> Installation et mise en service <input type="checkbox"/> Formation Date de début d'exécution de la prestation concernée : Date de fin d'exécution de la prestation : Commentaire :																	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <input type="checkbox"/> Admission prononcée le : _____ conformément aux clauses du marché spécifique <input type="checkbox"/> Sans réserve <input type="checkbox"/> Avec les réserves suivantes <input type="checkbox"/> Réfaction <input type="checkbox"/> Ajournement <input type="checkbox"/> Rejet </div>																	
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 35%;">Type de Pénalités (cf. article 7.2.14 du CCAP)</th> <th style="width: 20%;">Montant des pénalités prévues</th> <th style="width: 20%;">Dépassement constaté en jour calendaire</th> <th style="width: 25%;">Montant de la pénalité en € HT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Retard de livraison</td> <td>100 € HT</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Retard d'installation et mise en service</td> <td>50 € HT</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Retard de dispense de la formation</td> <td>30 € HT</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Type de Pénalités (cf. article 7.2.14 du CCAP)	Montant des pénalités prévues	Dépassement constaté en jour calendaire	Montant de la pénalité en € HT	Retard de livraison	100 € HT			Retard d'installation et mise en service	50 € HT			Retard de dispense de la formation	30 € HT		
Type de Pénalités (cf. article 7.2.14 du CCAP)	Montant des pénalités prévues	Dépassement constaté en jour calendaire	Montant de la pénalité en € HT														
Retard de livraison	100 € HT																
Retard d'installation et mise en service	50 € HT																
Retard de dispense de la formation	30 € HT																
Fait à : Le	Le :																
Pour le service prescripteur Nom Prénom : Qualité : Signature :	Pour la société titulaire Nom Prénom Qualité : Signature :																

Cette constatation est à compléter par le responsable du service prescripteur dès que le service est fait. Le titulaire du marché spécifique doit valider cette constatation du service fait afin de la joindre à la facture pour sa mise en paiement (signatures obligatoires du responsable du service prescripteur et du titulaire).

Protocole de sécurité relatif aux opérations de chargement et de déchargement

Je soussigné(e) ⁽¹⁾ :

Agissant au nom et pour le compte de ⁽²⁾ :

Lot(s) concerné(s) :

M'engage à faire respecter, par le ou les transporteurs que j'aurai choisi pour effectuer la ou les livraisons relatives au dossier de consultation n° **DAF_2025_000948 : Fourniture de matériels scientifiques de laboratoires et d'analyses au profit des unités soutenues par la PFC Brest**, les dispositions relatives aux articles R 4515-1 à R 4515-11 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

Pour ce faire, je m'engage :

- à ce que le ou les transporteurs que j'aurai choisi pour effectuer la ou les livraisons réalisent les démarches administratives préalables ⁽³⁾ au déchargement des marchandises à destination.

Nota : en cas de non-respect de cette procédure réglementaire par le ou les transporteurs, l'entreprise d'accueil se réserve le droit de refuser la livraison.

Fait à le
Signature ⁽¹⁾, et cachet de la société

⁽¹⁾ Nom de la personne habilitée à engager la société et figurant à l'acte d'engagement

⁽²⁾ Dénomination de la société

⁽³⁾ Renseignement du protocole des éléments du ressort du transporteur, signature et transmission de celui-ci préalablement à la livraison à l'entité désignée dans le marché spécifique pour réceptionner la marchandise.